

**Conférence Grand Débat 2010
du Réseau Intelligence de la Complexité
1^{er} décembre 2010**

**« Que peut être aujourd'hui une formation citoyenne
à l'Agir ↔ Penser en Complexité ? »**

Intervention d'Alain Desjardin :

**« Agir et Penser en Complexité pour être avec les gens ordinaires,
les acteurs économiques, sociaux et culturels
pour un monde plus équitable ».**

Pierre Vuarin

Nous allons maintenant passer à Alain Desjardin qui est le Président de « l'Union Peuples et Cultures », qui a toute une trajectoire militante dans l'éducation populaire, que j'ai connu à différents moments, donc je te laisse la parole. Tu intervien sur le thème « Agir et Penser en Complexité pour être avec les gens ordinaires, les acteurs économiques, sociaux et culturel pour un monde plus équitable ».

Alain Desjardin :

Dans le sens de l'honnêteté, de retour de l'examen du certificat d'étude primaire, en 1949, où j'ai été reçu 2^{ème} du canton, mon père m'a dit : « tu l'as eu, le tracteur t'attend ». J'ai ensuite été interdit de lecture au prétexte que c'est perdre son temps. Et c'est ma mère, pendant que mon père, maraîcher dans l'Oise dormait, m'a permis de découvrir ce qui pouvait se passer ailleurs en lisant Jules Verne, *5 semaines en ballon*, etc... Je pense que la suite de ce que je vais dire appartient, pour une bonne partie à ma mère.

Mais c'est pendant la guerre d'Algérie, lorsque j'étais caporal parachutiste puis sous-officier, cassé deux fois pour avoir dénoncé les viols et avoir refusé d'être chef de peloton d'exécution, où le premier assassinat devant moi, perpétré par un de mes hommes en juillet 56, m'a amené à dire que jamais je ne resterais indifférent à l'injustice.

Mes mots de l'époque ne sont pas les mêmes que ceux que je vais découvrir par la suite, d'où la raison du texte, « comment je me suis construit », avec des gens ordinaires, dans des luttes collectives mais aussi accompagné par des intellectuels et des religieux, qui m'ont fait découvrir d'autres réalités, d'autres nécessités, le sens des responsabilités.

J'ai quitté l'horizon paternel pour des raisons que j'ai évoquées. Au retour du service militaire, je suis parti dans le Nord où j'ai travaillé dans le bâtiment puis la métallurgie, comme électricien qualifié puis chef d'équipe.

Ce que je voudrais relever : pour avoir organisé 27 grèves dans l'entreprise où j'étais, dont une grève internationale en avril 68 et avoir été l'un des coordinateurs des piquets de grève sur Roubaix-Tourcoing, j'ai été sollicité par mon organisation

syndicale CFDT pour être permanent interprofessionnel. Les 6 professions dont j'avais la charge : la métallurgie, le textile, les banques, la vente par correspondance des 3 Suisses, la Redoute, avant les grands magasins qui naissaient : Auchan, Gérard Mulliez son fondateur, à qui je me suis confronté vivement, m'ont amené à être formateur.

A l'issue des élections syndicales professionnelles il y avait 250 à 300 militants par an à former. On a dérogé aux seules règles légales d'élus syndicaux pour former les gens à partir de ce qu'ils vivaient, à partir d'articles de presse, tracts, mais aussi à partir des paroles qui étaient rapportées par les uns et les autres. Donc les pratiques patronales, les vécus des gens. Ce qui a déjà commencé à me mettre en difficulté avec l'appareil syndical.

La deuxième chose, c'est au plan du quartier la même pratique de formation. Il y a eu une politique de liquidation des « courées » (*logements précaires contigus à l'usine*) de Roubaix pour loger le maximum de gens dans les HLM. On s'y est retrouvés avec toutes catégories sociales confondues, sauf le patronat et la grande bourgeoisie. Nous avons créé l'association des locataires des « hauts champs ».

Ce qui nous a permis d'avoir 53 responsables d'escalier pour contrôler les charges, les loyers, séquestrer au toit familial, le Président Prouvost qui va devenir député PS me traitant de naïf, etc... content d'avoir mené ces actions qui ont clarifié les situations et nous ont permis d'obtenir ce que nous demandions nous, locataires.

Mais ce que je dis c'est qu'après, à partir de là, quand j'étais élu administrateur national de la CNL (*confédération nationale des locataires*), j'ai vu comment se comportaient nos structures qui étaient loin des réalités. C'est-à-dire les organisations de gauche, parti communiste, SFIO, comme je l'ai vu dans la confédération nationale des locataires, à la CFDT, sont souvent éloignées des réalités vécues par les plus petits d'entre nous ou les plus exploités, aliénés etc... qui ne sont pas portés par l'organisation.

Je mentionne le travail fait par le Cardinal Rouge de l'époque, qualifié comme tel, puis celui qui va devenir Primat des Gaules, avec qui j'ai milité, et celui qui va devenir évêque de Saint-Denis avec qui on a roulé en moto dans les piquets de grèves. On allait faire le coup de poing contre les « jaunes » qui voulaient faire entrer les gens, on a sorti les 400 jeunes filles d'une école libre, nous avons fait la démonstration de ce qu'il en était de la nécessité d'assumer des responsabilités, mettre les mains dans le cambouis, c'est-à-dire s'engager en politique, aller jusqu'à la gestion.

Ce que j'ai tenté d'écrire, c'est comment j'ai vu la mutation de la société industrielle, quand le textile a commencé à se délocaliser à l'étranger, rapporter moins, la délocalisation dans la campagne française dont l'électronique à Longuenesse etc. Je suis allé soutenir les grèves DURALEX dans le Pas de Calais puis dans d'autres régions de France où l'on m'a proposé d'aller, ainsi on a vu effectivement les mutations du capitalisme, les capitaux industriels qui allaient vers les cliniques privées et vers la grande distribution.

C'est là, où j'ai vu effectivement que cette mutation du capitalisme a participé progressivement à la désertification des lieux de rencontre et de formation de la classe ouvrière.

On ne parle plus de classes sociales aujourd'hui, sauf qu'on oublie qu'il y a toujours une lutte des classes. On a vu effectivement à l'époque comment ont été absorbés les gens par la société de consommation, comment on a pénétré chez eux au plus intime par la publicité : affiches, fax, tracts sur et dans les boîtes aux lettres, on rentrait chez les gens. Pendant que les riches peuvent se protéger, les pauvres ont

été complètement sujets de prédation permanente et se sont détournés de la vie associative qui participait de l'éducation populaire.

Ce qu'on a vu par cette société de consommation : la suppression, par les centrales syndicales ouvrières, de la formation des femmes sur les caisses des Auchan, de la Redoute et d'ailleurs. De même on a vu se raréfier la formation des ouvrières du textile, des ouvriers immigrés de la métallurgie et d'ailleurs qui n'avaient pas eu accès aux responsabilités.

Comme je l'indique : L'intelligence financière est le nouveau maître du monde, fruit de l'hyper capitalisme, de l'hyperconsommation, l'hyper individualisme et participe à la déconstruction des biens communs. L'école est la reproduction des inégalités sociales.

Comment est-ce qu'on a brisé le sens et les appartenances de classe, les comportements collectifs pendant les années 60-70 : on ne voit plus jamais 10 millions de gens en grève, plus jamais de jonction entre les étudiants, les ouvriers et les cadres, donc la séparation, les DRH dans les entreprises, puisqu'au début, c'était les primes collectives à la Redoute et ailleurs, aujourd'hui, c'est les primes individualisées pour séparer les uns des autres.

C'est aujourd'hui, le contrôle en tout genre. La peur de l'autre est organisée depuis très longtemps. Un professeur de Strasbourg, Pascal Maillard, qui vient de sortir un très beau texte pour montrer jusqu'au plus proche de Sarkozy comment sont organisées les peurs.

L'autre aspect, puisque j'habite en milieu rural, c'est la disparition dans la ruralité des services de proximité, l'obligation d'aller très loin pour avoir droit à la culture, à la consommation.

Dans les concentrations urbaines, effectivement, par ces séparations, s'est construite cette ghettoïsation des lieux dont on ne parle jamais mais qui sont d'une pauvreté noire, où les pires choses se passent.

Parmi les nombreuses questions qu'on s'est posées à partir d'un entretien avec mon discutant qui n'a pu venir, il y avait : que faire dans un monde complexe ?

Donc je me suis remis à rédiger mon texte qui était un peu long. On est dans une société du délitement social, la régression culturelle, la séparation entre les gens, tout est fait pour être du tous contre tous, à tous niveaux. Il y a moins de lieux de sociabilité, vous entrez dans un café, là où il en existe encore, la télé marche et il faut se taire pour regarder les riches qui jouent au ballon pendant que les pauvres les admirent. Tout est fait pour séparer, et pour ceux qui peuvent entrer dans la consommation individuelle, s'enfermer, se séparer des gens.

C'est un travail que nous avons commencé à faire à Peuple et Culture, à partir aussi de la Réforme Générale des Politiques Publiques (RGPP). C'est-à-dire que le rapport de Luc Ferry qui a été envoyé à Mr Sarkozy, de 96 pages, en juillet de cette année, a pour objet de supprimer l'éducation populaire.

Il y a deux champs et ce n'est pas un hasard, Mme Bachelot est passée de la santé à la Dépendance, c'est parce qu'il faut récupérer une partie de l'électorat perdu du milieu populaire. Ce qui s'élargit dans le rapport de Luc Ferry qu'a accepté le Président de la République, c'est cette dépendance pour laquelle on est prêts à mettre un peu d'argent, sans pour autant aller jusqu'à soigner les causes de ces

dépendances. L'autre aspect, c'est l'économie sociale et solidaire mais dans la mesure où l'on ne parle pas de bio, on ne parle pas de biodiversité en disparition. C'est très intéressant à lire et les raisons pour lesquelles l'éducation populaire disparaît, c'est-à-dire former des personnes autonomes, critiques, participant de l'indignité comme le dit très bien un monsieur qui a 93 ans, ces temps derniers qui a sorti une belle brochure, qui a été déporté et qui est toujours là, Monsieur Hessel.

C'est aussi dans le comportement humain. La vision que j'en ai c'est qu'on a tout d'abord, d'une façon très forte aujourd'hui, l'avidité, la cupidité des riches qui n'a pas de limite.

Aujourd'hui, on n'a pas peur d'être riche, d'être arrogant, de montrer qu'on est « les plus intelligents... », comme le disent dans leur dernier ouvrage « la France des riches » les époux Pinçon Charlot.

Quand on discute avec les gens dans les bistrot, on les rencontre, ils disent « c'est extrêmement dur actuellement », donc ceci prévaut sur le partage et la sobriété. Pendant le même temps, les sans-droits, exclus, pauvres, précaires, jeunes au chômage, sans éveil citoyen, restent sans formation pour comprendre, agir, sans accompagnement dont tout homme a besoin par complément, mais aussi par l'isolement et par la perte de liens sociaux. Perdre ce qui rend digne.

A Peuple et Culture, on s'interroge, aujourd'hui, avec Culture et Liberté dans un contrat qu'on a passé : qui faut-il éduquer aujourd'hui tout au long de la vie, les leaders ou le tout un chacun ? On en est là et je ne suis pas pessimiste au sens de la lecture que je fais, j'essaye de comprendre ce qui se passe, dans ce qu'il a été écrit pour ici, pour chercher une société qui soit équitable, avec les gens ordinaires avec qui nous vivons et qui existent toujours, sauf que tout est fait pour que les gens soient séparés y compris dans ces combats pour l'émancipation, la liberté, la justice, les droits économiques, sociaux et culturels.

Ces temps derniers, il s'est passé des choses positives à savoir : il y a 6 mois, on pensait que pour les retraites cela allait se limiter à une ou deux manifestations. Il y a eu celles qu'on a connues. Un front syndical à 8 organisations avec tout ce qu'on peut avoir comme critiques portées contre elles, mais j'ai vu à Lille, ce que j'ai vu à Paris, à Millau dans différentes manifestations et à Marseille où je me suis rendu, où j'ai été invité à participer avec les gens, c'est que pour la première fois et depuis longtemps, on a vu des hommes, des femmes, leurs très jeunes enfants, sans étiquette, qui étaient là pour manifester sur ce qui fait les injustices, la régression sociale, quand les plus nantis sont ceux qui nous dirigent.

C'est pour cela quand la droite dit que les lycéens sont manipulés, elle est intelligente parce qu'elle voit qu'il y a une fusion possible entre les aînés, les lycéens, entre les gens qui n'ont pas de travail et ceux qui appréhendent leur avenir avec beaucoup d'angoisse.

Je fais une énumération, à la fin du texte, pour quelques axes de stratégie.

Ce à quoi je pense, et c'est la réflexion que nous avons à Peuple et Culture, aujourd'hui, c'est extrêmement difficile d'agir pour l'émancipation et la responsabilité citoyenne, avec des réductions de subventions publiques, le développement de la précarité des salariés, la difficulté de la vie associative, le faible renouvellement des bénévoles, des bénévoles plus jeunes qui n'ont pas les moyens de se déplacer, les

aînés qui vieillissent et qui ne sont pas relevés : dans ce monde qui change, les questions fortes sont celles de savoir comment faire, avec qui faire et pourquoi faire.

Là où nous en sommes c'est comment redonner le goût, comment redonner l'envie de lutter. A partir du moment où ces mots sont aussi combattus aujourd'hui. Tout ce qui participe de l'émancipation peut être non violente dans une société qui est très violente à tout niveau, donner le goût de combats pour la justice, la liberté et la dignité.

Dernier exemple que je citerai, c'est la charte d'Accueil Paysan, on est à l'article 3, où il est dit ceci « le mouvement est pensé, organisé et animé par ceux qui en vivent », et c'est sur ces bases que je suis allé au Brésil ou ailleurs, en Arménie, ou en Croatie, au Maroc ou au Vietnam, ce qui m'a amené à intervenir dans une université à la demande Madame la Directrice sur le tourisme avec 140 porteurs de projets.

Sur ce fait comment, par une pédagogie dont certains ici ont encore bien développé les éléments, peut-on participer à l'éveil, redonner le goût de la parole et faire en sorte que toute femme et tout homme pense mais qu'on lui a donné la possibilité de formaliser, d'imaginer son devenir et qu'on accompagne : on peut y arriver.

Je reste pessimiste sauf que cela participe d'efforts extrêmement importants et ce pourquoi vous m'avez invité, c'est-à-dire la complexité, c'est quelque chose qui, en général, n'est jamais abordé dans la formation des gens ordinaires alors que l'on a une pédagogie à imaginer, pour faire en sorte que tous les êtres humains soient en mesure de comprendre qu'ils peuvent aussi être acteurs pour leur dignité. Je peux être optimiste si on a une pratique volontariste envers ces populations.

Merci.

Pierre Vuarin :

Merci Alain.

Georges Goyet n'a pas pu venir à cause du temps, du climat, c'est donc Michel Adam qui doit discuter un peu.

Michel Adam :

J'avais deux questions mais tu as commencé à y répondre vers la fin. Je vais quand même poser ces deux questions.

En t'écoutant, je pensais évidemment au Vivre Indigné de Zola, mais je pensais aussi que Jaurès disait : comprendre le réel, aller à l'idéal. Plus proche de nous, Robert Axelrod, le grand politologue américain dit : « si vous voulez faire coopérer les gens, augmentez l'ombre portée du futur dans le présent ».

Alors mes questions vont porter du futur sur le présent, ce sont les questions suivantes : Comment agir, penser en complexité, les rapports de la société civile ? Pour l'instant je me limiterai aux associations, et aux élus.

Et pour bien me faire comprendre, vers où ouvrir la voie ? Comment faire les premiers pas ? Je crois que tu as un peu commencé à répondre.

Pierre Vuarin :

Juste un instant Alain.

J'avais lu le propos de Georges Goyet qui insistait sur le fait dans ton papier sur la question de prendre du temps, qu'en fin de compte, dans tout ton itinéraire, tu as pris du temps aussi pour te former avec d'autres personnes, des intellectuels, confronter ces représentations pour quelque part te mondialiser. C'est un point qu'aborde Georges Goyet sur lequel tu pourrais réagir.

Alain Desjardin :

Ma réponse à celle posée par Michel sera un exemple. Quand nous sommes allés du Larzac à Tahiti en 1995 et que Charles Millon, Ministre des Armées à l'époque nous rappelant, pendant que nous étions là-bas, à 22 000 kms, que Tahiti était la France. Cela nous a même fait rire, un peu jaune peut-être. Le travail que nous avons essayé de faire en tant qu'association de la société civile, soit : les paysans du Larzac des représentants de la Communauté de l'Arche, et de la Fédération pour la vie et la sauvegarde des Grands Causses c'est de nous associer aux associations polynésiennes en lutte contre la reprise des essais nucléaires. L'objectif c'était de montrer que l'on devait agir solidairement, sur le terrain, dans le cadre associatif.

Il y avait un regroupement de 51 associations, regroupées dans la Flottille de la Paix, conduites par deux femmes et deux hommes. Ces actions, elles devaient porter au plan politique et les leaders du mouvement montraient qu'il fallait s'y engager. Ce qui s'est produit dans le temps avec Gaby Tetiahari et Hiro Hito Tefarary. Ce dernier qui était passé des RG à la CFDT avait eu sa maison brûlée et sa femme violée pour être passé de notre côté. Cela s'est produit pendant l'évènement du 5 septembre 1995 et il était accusé d'avoir mis le feu à l'aéroport lors de la manifestation qui a fait suite à la première explosion atomique.

Mais, la dimension politique est comprise par le plus grand nombre, si elle part et prend en compte la vie des gens. C'est-à-dire que la vie politique, et c'est ce que je tente de mettre dans mon écrit, moi je l'ai connue dans la verticalité du haut vers le bas, vous me direz qu'aujourd'hui, cela n'a pas beaucoup changé, mais à cette époque là, on a tenté à la CFDT par l'autogestion, de le faire transversalement par les associations et c'est ce qui me semble à devoir toujours être fait. C'est-à-dire verticalité et transversalité doivent se croiser. Autrement, il n'y a pas de changement possible.

Un autre monde plus équitable et plus juste, n'est possible que si les gens ordinaires, (et ce ne sont pas que les pauvres), par exemple si les différentes catégories socioprofessionnelles dont hommes, femmes, jeunes, aînés, sont associés.

Pierre Vuarin :

Des questions, des réactions ?

Régis Ribette :

J'ai eu le grand plaisir de travailler dans les années 60, en particulier à Billancourt dans l'unité de formation chez Renault, avec l'entraînement mental, une approche à penser culturelle. Nous avons fait des choses pour le personnel immigré et je comprends peut-être votre amertume, mais si je peux prendre la partie à moitié pleine du verre, je serais plus optimiste sur la façon d'agir dans la complexité culturellement. L'entraînement mental était une méthode, à l'époque, assez

innovante, beaucoup de choses sont venues depuis, bien sûr, et une évolution d'intelligence.

On parlait de pauvres tout à l'heure, on pourrait parler de pauvres en intelligence mais il y a des ressources cachées chez chacun et quand on a la chance, je dirais que cela a été probablement un élément de satisfaction. C'est pourquoi je serais également optimiste sur la nature humaine, quelle que soit la difficulté, qu'à juste titre, vous avez soulignée.

Ensuite j'ai enseigné au conservatoire qui était aussi un lieu promotionnel et là aussi j'ai eu de la grande satisfaction. Donc permettez-moi d'apporter à votre exposé que j'aurais beaucoup apprécié un petit peu d'optimisme.

Je vous remercie.

Alain Desjardin :

Moi, je ne suis pas d'accord avec cette intervention. J'ai eu l'habitude de dire aux patrons ce qu'il en est des raisons de l'aliénation et de l'exploitation des gens, quand nous en avons séquestré 47 une fois, et d'autres fois des élus politiques de la gauche et de la droite, à Roubaix. Puis d'autres actions dures sur le Larzac, en France, en Arménie et ailleurs.

J'ai des amis intellectuels, économiste, anthropologue et ethnologue, Gus Massiah, Emmanuel Terray, Jean-Yves Barrère et autres amis qui m'ont invités à écrire ma vie militante et c'est une vie POUR, c'est-à-dire, ce n'est pas une vie CONTRE, ce n'est pas une vie d'amertume, de démission et de pessimisme. Il est dit dedans : dans l'action ouvrière, politique, à l'armée, Accueil-Paysan, chez les Verts la commission nationale d'agriculture que nous avons organisée et animée collectivement pendant 3 ans ; les luttes anti nucléaire ; les voyages à l'étranger, toujours pour former des gens, cela a toujours été une avancée AVEC les gens, en collectif, jamais Alain Desjardin devant.

Dans mon texte, je dis comment Michel Rocard ne nous a pas retenus au secrétariat national, Bernard Lambert et moi, parce que l'on avait voté l'un des 6 textes au congrès de 1971 à Lille, « la gauche ouvrière et paysanne » où, effectivement, on ne pensait pouvoir construire un parti politique que s'il était composé des minorités allant du Mouvement de Libération et d'Identité Culturelle, les bretons, les basques, les corses. Au Larzac, alors que Mandela était en prison nous avons reçu une délégation d'Afrique du Sud, des irlandais de l'IRA quand j'étais responsable de l'organisation du rassemblement du Larzac de 1973 avec 100 000 personnes. C'était de faire en sorte que toutes ces catégories qui avaient à discuter, qui se disputaient... mais qui avançaient politiquement parce qu'on ne lâchait sur rien sans coup... mais ensemble, on a avancé et donc moi, je suis toujours dans l'action par ce type de mouvement.

A Peuple et Culture dont on m'a demandé à être Président et la réflexion que nous avons à plusieurs actuellement à Peuple et Culture, c'est d'être mieux insérés dans le monde et de refuser que beaucoup d'associations d'éducation populaire aujourd'hui, qui sont dans l'entre-soi, ne sont pas sur la réalité du terrain de la fracture sociale. Nous avons engagé à Peuple et Culture le débat là-dessus.

J'ai été menacé de licenciement 3 fois à la CFDT, je n'ai pas été pris au secrétariat national du PSU par Michel Rocard où j'aurais pu suivre un itinéraire d'élu. Je me

suis présenté à 17 élections, j'ai été maire de La Couvertoirade, j'ai démissionné après avoir dénoncé des crapuleries, j'ai préféré m'investir dans des mouvements d'émancipation qui me coûtent cher financièrement et affectivement. Mais ce n'est pas pour autant que je suis pessimiste et que je suis amer, je suis avec les gens qui prennent des coups.

Sabine Urban :

Sabine Urban, université de Strasbourg. Vous avez parlé, avec beaucoup de flammes, de votre relation aux politiques, verticalité - transversalité... Est-ce que vous pensez qu'il y a une chance que cette voie verticalité - transversalité puisse se réaliser aussi dans les entreprises ?

Pierre Vuarin :

Est-ce qu'il y a d'autres réactions, d'autres questions ?

Alain, je voudrais réagir un peu aussi.

L'action collective est en crise. On a souvent mis en avant le collectif en oubliant un peu les rapports entre les gens, la situation des gens individuellement.

Je pense que cela, c'est un élément très très important. Au niveau de la réflexion que l'on a, par exemple, dans le cadre de l'Alliance Terre Citoyenne ou ce projet universitaire internationale inter-citoyenne, c'est important dans les collectifs de prendre en compte les personnes, de revenir à la personne, dans son environnement à un certain moment pour reconstruire le collectif.

Je crois que c'est un point important car il y a des fois tendance et beaucoup tendance dans les formations d'éducation populaire de dire, on est tous ensemble, on est solidaire et en fin de compte on oublie un peu les rapports sociaux, les rapports entre les gens, les conflits et ça, c'est quand même une dimension importante et cela peut être du fait même de son retour au niveau de l'individu, cela peut être un élément de richesse si l'on travaille bien pour reconstruire du collectif.

Alain Desjardin :

Première réponse rapide et qui sera partielle.

Le collectif en entreprise. Qu'est-ce que recouvre pour nous, aujourd'hui, ce que l'on appelle une entreprise ? Est-ce à caractère industriel, de commerce, de service ?

Dans l'industrie, où j'ai été amené à travailler et où j'ai circulé comme permanent politique, où l'on a participé à des actions dans l'illégalité et de masse : à la Lainière de Roubaix où il y avait encore 6 000 ouvriers en 1968. Nos actions étaient conduites vers les équipes par nationalités étrangères, Portugais, Algériens, Espagnols... qui pouvaient aller jusqu'à 500 personnes... Tout cela, ça a disparu en France.

Au même titre, la syndicalisation dans le privé, et je rejoins la question de Pierre. Il n'y a plus de culture collective sur les conventions collectives, le délégué du personnel, le comité d'entreprise, le comité d'hygiène et sécurité, la commission du travail, pour réfléchir sur les primes, ce qui conditionne la peur, le petit chef, les systèmes d'évaluations individuelles. Parce que le travail en entreprise a énormément changé, on n'est plus dans les systèmes Parodi, on n'est plus dans la

possibilité de faire intervenir rapidement un inspecteur du travail, on n'est plus avec un allié, même s'il peut être neutre, avec un médecin du travail quand on connaît leur condition professionnelle imposée par le patronat. Lisez ce qu'écrivent Filoche et d'autres gens et vous serez édifiés. C'est donc extrêmement difficile.

La deuxième chose, c'est ce que j'ai écrit dans mon texte, c'est que je constate que les organisations syndicales, (et moi je dis, il faut se syndiquer) n'ont pas formé au titre de cadres de compétences, des femmes et des hommes qui étaient hier et qui sont toujours sur ces lieux d'aliénation, d'exploitation, de mépris. Ce n'est pas une catégorie d'ouvrier, agent de maîtrise, un cadre bureaucrate qui n'ont jamais vécu des conditions d'aliénation, d'exploitation extrêmement forte qui peuvent penser « à la place de ».

Donc j'ai beaucoup de mal à ce que cela puisse se faire au niveau de l'entreprise aujourd'hui, parce que ce type de formation a été supprimé à la CFDT. A la fin des années 70, j'ai accédé à un stage de cadres syndicaux qu'avaient créé Marcel Gonin, Albert Detraz, Eugène Descamps, etc... L'objet de cette formation était de nous rendre aptes à affronter les plus dures pratiques patronales, mais tout en conservant des pratiques collectives des diverses catégories sociales de travailleurs. Les méthodes étaient très subversives, celles de savoir déstabiliser l'adversaire puis celles d'organiser une démarche collective.

La deuxième question sur la question du collectif.

Je suis d'accord mais ce que j'ai tenté d'écrire, que je mets plus explicitement là dedans : comment est-ce qu'on nous atomise au quotidien, comment est-ce qu'on nous conditionne par la société consumériste, comment est-ce que celles et ceux qui n'ont pas la culture, pour résister, s'opposer, s'organiser, subissent les prédateurs de leur vie à tous les niveaux, en tant que consommateur, en tant que travailleur, que chômeur, que personne qui habite un mauvais quartier.

La fille d'un ami de Nantes qui est à Paris, qui a 38 ans, qui travaille pour 3 entreprises touristiques au niveau international me signalait ce dont elle est l'objet, à 38 ans, dans un quartier du 19^{ème} arrondissement à Paris, en disant : cela a complètement changé.

Ceci pour dire qu'on est amené, constamment sollicité et bouffé par l'obligation de répondre à des drames individuels, de ses plus proches. On ne peut pas ne pas aussi s'occuper des siens, enfants, conjoints, amis, parents, etc... Le système nous tue, nous bouffe à ce niveau là.

Alors comment dégager, et c'est ce que j'essaye de faire à Peuple et Culture avec d'autres gens, des temps où l'on se remet, comme ici, à réfléchir où l'on va, où on nous embarque, qu'est ce qui nous domine, quelle réponse apporter ? Moi je suis là et c'est tout avec vous.

Pierre Vuarin :

Merci Alain.

On voit bien aussi, à travers ton itinéraire, tous les types de lutte, d'action, de résistance qui sont dans la deuxième partie de l'Arche que propose Jean-Louis et le fait aussi de créer des espaces temps, de prendre du temps aussi pour se former et puis le fait d'avoir un peu insisté sur cet individualisme et cette situation de précarité.